

PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR

1.	Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 25 janvier 2024	4
2.	Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration.....	4
3.	Rapport d'orientations budgétaires-2024.....	5
4.	EHPAD LA PLÉIADE - Convention de mise à disposition d'une direction par intérim autorisation signature.....	6
5.	EHPAD LA PLÉIADE- transfert de gestion au centre hospitalier du BOIS PETIT	7
6.	EHPAD LA PLÉIADE- Avenant n°3 à la convention de location du 30 janvier 1991 entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen-Autorisation- signature- résiliation	10
7.	Demande de subvention à la MILDECA en faveur du projet « personnes âgées et pratiques addictives » porté par le CLIC et les résidences autonomie du C.C.A.S. de Rouen.....	11
8.	Demande d'autorisation de consultation du dossier médical partage des patients dans le cadre des applications du Ségur du numérique.....	14
9.	Convention tripartite d'objectifs 2024-2026 entre l'association Rouen seniors, la Ville de Rouen et son C.C.A.S.– Autorisation signature.....	15
10.	Avenant au projet de service du CLIC des Aînée 2018-2023.....	17
11.	Convention tripartite d'objectif pluriannuelle entre l'association Solidarité Plateau, la Ville de Rouen et son C.C.A.S. pour la période du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.....	19
12.	Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente	20

Le 23 février 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER- ROSSIGNOL

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées : Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 février 2024

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 23 février 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 25 janvier 2024

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 25 janvier 2024 est adopté à l'unanimité.



Monsieur le Président propose aux membres présents de modifier l'ordre du jour. Le point ci-après sera traité en dernier :

- 1- *Information* - Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente en dernier



2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le conseil d'administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président et à sa Vice-Présidente lors de la séance du 20 novembre 2023. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 20 novembre 2023 relative à la délégation de pouvoirs consenties par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que conformément à l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles, Monsieur le Président ou Madame La Vice-Présidente a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, depuis la réunion du Conseil d'Administration du 25 janvier 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES

- Prend acte du compte rendu annexé



3. Rapport d'orientations budgétaires-2024

Le décret n°216 – 841 du 24 juin 2016 précise que, pour les C.C.A.S. des communes de plus de 10 000 habitants, l'examen du budget primitif doit être précédé d'un débat de l'assemblée délibérante effectué sur la base d'un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB), qui doit présenter les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses ainsi que la structure et la gestion de la dette. Il doit également présenter certains indicateurs sur les ressources humaines : les effectifs, les rémunérations, les avantages en nature et le temps de travail.

Le ROB constitue la première étape de la préparation annuelle du budget primitif pour le C.C.A.S. de Rouen. Il permet aux membres du Conseil d'Administration de débattre sur l'évolution des finances du C.C.A.S. lors d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), qui doit règlementairement se tenir dans les deux mois précédant le vote du budget primitif (article L.2312-1 du CGCT).

Il permet aussi d'aborder le contexte général d'élaboration du projet de budget pour 2024. La préparation du budget prévisionnel est conditionnée par des facteurs externes liés aux conditions économiques générales et aux divers financeurs du C.C.A.S., en premier lieu la Ville. Le ROB permet également de présenter une rétrospective des exercices précédents.

Le Débat d'Orientations Budgétaires constitue une formalité substantielle au vote du budget primitif et est une condition au respect du droit d'information des Administrateurs du C.C.A.S. de Rouen.

Ledit Rapport d'Orientations Budgétaires est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312.1, L.2311.3 et R.2311.9,

VU le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de débattre sur les orientations budgétaires dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2024,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend connaissance des orientations budgétaires 2024 telles que proposées dans le rapport joint en annexe de la présente délibération

Madame Vanessa RAPITEAU présente les objectifs et la méthodologie d'élaboration du projet de Direction.

Monsieur Nicolas MAYER ROSSIGNOL annonce la nouvelle cartographie prioritaire des QPV avec l'extension du QPV de la Rive Gauche

Monsieur Stéphane MARTOT pose la question de l'incidence pour ces territoires en termes de réponses nouvelles. Madame Vanessa RAPITEAU informe que le Conseil Métropolitain délibèrera en avril pour valider le nouveau contrat de ville ; les services de la ville travaillent avec les partenaires institutionnels et les acteurs des territoires à sa déclinaison opérationnelle pour les QPV rouennais. Madame Caroline DUTARTE précise qu'un avenant au contrat de Ville sera donc passé courant 2024 pour intégrer ces feuilles de route opérationnelles par QPV.

Concernant les recettes du CCAS, Monsieur Jean-Pierre TREDET s'interroge sur les niveaux de participation des autres financeurs (Métropole, Etat, Département, ARS) qui lui semblent faibles en comparaison avec le niveau de subvention accordé par la Ville au CCAS. Madame Caroline DUTARTE répond qu'il s'agit du budget principal du C.C.A.S. et que n'apparaissent donc pas ici les recettes relatives aux budgets annexes qui sont plus fortement financés par le Département ou l'Etat ; par ailleurs, elle indique d'autres domaines en matière de solidarités sur lesquels des financements sont effectifs mais qui relèvent davantage de la politique municipale comme la prévention spécialisée prise en charge par la Métropole, le contrat de ville cofinancé par l'Etat et la Métropole, mais aussi la santé...



Monsieur le Président indique que Madame Amèle MANSOURI ne participe ni au débat ni au vote des délibérations suivantes :

- EHPAD LA PLÉIADE - Convention de mise à disposition d'une direction par intérim autorisation signature
- EHPAD LA PLÉIADE- transfert de gestion au centre hospitalier du BOIS PETIT
- EHPAD LA PLÉIADE- Avenant n°3 à la convention de location du 30 janvier 1991 entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen-Autorisation- signature- résiliation



4. EHPAD LA PLÉIADE - Convention de mise à disposition d'une direction par intérim autorisation signature

Lors du Conseil d'Administration du CCAS du 23 juin 2023 a été validée une convention encadrant jusqu'au 31 décembre 2023 la mise à disposition d'une direction par intérim par le Centre Hospitalier de Bois Petit.

Nous avons sollicité et obtenu l'accord de l'Agence Régionale du Santé et du Département pour poursuivre cet intérim de direction sur l'année 2024, ceci en prévision du transfert de gestion de l'EHPAD La Pléiade en 2024 au Centre Hospitalier de Bois Petit.

Il convient ainsi d'encadrer cette mise à disposition par une nouvelle convention entre le CCAS de Rouen et le Centre Hospitalier de Bois Petit. Comme la précédente, cette convention précise les modalités de réalisation de la direction par intérim, les prises en charge financières et les responsabilités des deux structures.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. en date du 23 juin 2023 relative à la convention de mise à disposition d'une direction par intérim à l'EHPAD LA PLEIADE,

VU le projet de convention de mise à disposition d'un intérim de direction au sein de l'EHPAD La Pléiade,

CONSIDÉRANT le besoin du C.C.A.S. de poursuivre l'intérim de direction sur l'année 2023,

CONSIDÉRANT l'accord de l'ARS et du Département de Seine Maritime et la désignation du Centre Hospitalier de Bois Petit pour assurer cet intérim de direction,

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer par une convention la mise à disposition de personnel par le Centre Hospitalier de Bois Petit au bénéfice de l'EHPAD La Pléiade,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS :

- autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition d'une direction par intérim par le Centre Hospitalier de Bois Petit au bénéfice de l'EHPAD La Pléiade,
- Dit que les crédits nécessaires sont inscrits aux dépenses :
 - du Groupe 2 pour les charges de personnel et frais assimilés
 - du Groupe 1, compte 6287 – remboursement de frais – pour la partie transports

Ne prenant pas part au vote : 1 (Madame Amèle MANSOURI)



5. EHPAD LA PLÉIADE- transfert de gestion au centre hospitalier du BOIS PETIT

Le transfert de gestion de l'EHPAD la Pléiade, géré par le CCAS de Rouen, au Centre Hospitalier du Bois Petit (CHBP) à Sotteville-lès-Rouen est un projet engagé depuis 2022.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la recomposition de l'offre des EHPAD Rouen Sud menée avec la Ville de Rouen, le CCAS ainsi que les communes de Sotteville-lès-Rouen, Le Petit Quevilly, le CHBP, le CHU de

Rouen, l'ARS et le Département de la Seine-Maritime. La lettre de cadrage signée conjointement fin 2021 par le Président du Département et le Directeur Général de l'ARS a désigné le CHBP support de la construction du projet dont les objectifs sont :

- Garder la capacité de l'offre actuelle tout en étudiant une approche domiciliaire sur ce territoire
- Combiner équité et innovation dans un contexte local de fragilités sociales et de difficultés sur les métiers du grand âge.

A noter que suite au départ de la directrice de l'EHPAD, l'ARS a missionné la direction de Bois Petit pour assurer l'intérim de direction de La Pléiade depuis juillet 2022.

Concernant le volet social, le CCAS et le CHBP se sont engagés à ce que le transfert de gestion n'ait pas de conséquence négative sur le statut et la rémunération des agents. Dès le 1er semestre 2023 des entretiens individuels ont été réalisés avec les agents de la Pléiade en présence d'un représentant du Centre Hospitalier du Bois Petit et un représentant de la DRH Ville / CCAS de Rouen. Les titulaires pourront soit être employés par le CHBP (intégration à la fonction publique hospitalière ou détachement), soit quitter l'EHPAD et rester employés par le CCAS de Rouen. Les contractuels se voient proposer un nouveau contrat de travail par le CHBP voire une stagiairisation.

Pour les agents souhaitant rester au CCAS, la DRH Ville / CCAS a pris leur attache afin de travailler avec eux sur leur projet professionnel et anticiper leur repositionnement à compter du 1er avril 2024.

Sur le plan financier, il est proposé de transférer le bilan comptable de l'EHPAD sans les déficits cumulés au 31/03/2024 selon les dispositions de l'accord cadre et de l'annexe financière. Ces derniers sont annexés à la présente délibération.

Par ailleurs, l'accord cadre précise l'ensemble des dispositions relatives au transfert de gestion.

Ainsi, il est proposé d'acter la fin de gestion de l'activité de l'EHPAD la Pléiade par le CCAS de Rouen au 31/03/2024 dans le cadre d'une reprise par le CHBP au 1er avril 2024 selon la même capacité et la même activité.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU les Articles R 123-20 et R 315-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Arrêté du 3 janvier 2017 portant renouvellement d'autorisation de l'EHPAD la Pléiade de Rouen, géré par la C.C.A.S., valant habilitation totale à recevoir les bénéficiaires de l'aide sociale,

VU l'Avis du Comité Social Territorial,

VU le projet d'accord cadre et d'annexe financière ci-annexés,

CONSIDÉRANT l'objectif d'amélioration de l'offre et des modalités de fonctionnement de l'EHPAD la Pléiade de Rouen dans le cadre du projet de recomposition de l'offre des EHPAD Rouen Sud,

CONSIDÉRANT l'intérim de direction de la Pléiade assuré depuis juillet 2022 par le CHBP de Sotteville-lès-Rouen,

CONSIDÉRANT l'absence d'impact négatif sur le statut et la rémunération des agents,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À LA MAJORITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS :

- Décide le transfert de la gestion de l'activité de l'EHPAD la Pléiade de Rouen, sis rue Jacques Fouray à Rouen au Centre Hospitalier du Bois Petit au 1^{er} avril 2024,
- Autorise Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen à signer l'accord cadre de transfert de l'EHPAD entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHBP de Sotteville-Lès-Rouen,
- Dit inscrire les dépenses engendrées par cette cession d'activité au budget principal du C.C.A.S. de Rouen.

Votants :

- contre : 0
- pour : 13
- abstention : 1 (Monsieur Jean-Pierre TRÉDET)

Ne prenant pas part au vote : 1 (Madame Amèle MANSOURI)

Monsieur Jean-Pierre TRÉDET salue l'accompagnement qui a été réalisé auprès des agents de l'EHPAD dans le cadre de la préparation du transfert de gestion. Il s'interroge par contre sur la pérennisation des aides financières de l'ARS et du Département et indique que pour cette raison il s'abstiendra.

Monsieur Stéphane MARTOT souligne que les difficultés financières rencontrées par les EHPAD sont une réalité nationale. Il est confiant quant au fait que l'ARS et le Département accompagneront financièrement dans le temps cette offre d'EHPAD recomposée, même s'il serait opportun d'avoir un engagement formel de leur part sur le long terme. Il considère qu'il n'y avait pas d'alternative à ce regroupement pour garantir la pérennité de ces établissements.

Madame Caroline DUTARTE confirme qu'au niveau national 80% des EHPAD sont en déficit et évoque une attente importante concernant la loi bien vieillir et ses financements.

Elle intervient également en mentionnant qu'il est important de consolider l'offre publique à destination des aînés sur la Rive Gauche en travaillant collectivement. Elle souhaite souligner le fort investissement politique, les moyens supplémentaires exceptionnels attribués et remercie les agents mobilisés pour tout le travail réalisé dans le cadre du transfert de gestion.

Elle indique également que la Ville intégrera le conseil de surveillance du CHBP.

Monsieur Nicolas MAYER ROSSIGNOL partage le retour de Madame Caroline DUTARTE et souligne la qualité des échanges entretenus avec les organisations syndicales.



6. EHPAD LA PLÉIADE- Avenant n°3 à la convention de location du 30 janvier 1991 entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen-Autorisation- signature- résiliation

La Ville de ROUEN a confié à la Société Anonyme d'Economie Mixte Immobilière de Normandie (SEMINOR) la réalisation d'une Maison d'Accueil pour Personnes Agées Dépendantes (MAPAD) « La Pléiade » de 68 chambres pour 80 lits, 1 logement de fonction et 2 chambres d'hôtes sur un terrain situé rue Jacques Fouray à Rouen.

Les modalités de réalisation de l'établissement ont été précisées dans une convention de construction du 23 juin 1989 et le terrain a été mis à disposition de SEMINOR aux termes d'un bail à construction en date du 26 juin 1989.

Par une convention de location en date du 30 janvier 1991, la gestion de l'établissement a été confiée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Rouen

Dans le cadre de la cession de l'autorisation de l'EHPAD permettant le transfert de gestion au Centre Hospitalier du Bois Petit (CHBP) de Sotteville, il est proposé la résiliation de cette convention de location au 31 mars 2024 par voie d'avenant.

Cette résiliation ne sera valide qu'une fois que le CHBP aura conclu une convention de location avec SEMINOR et que la Ville et SEMINOR auront signé les avenants au bail à construction et à la convention de construction permettant la signature de la convention de location.

A noter que la provision gros entretien non utilisée au 31 mars 2024 sera affectée au CHBP.

Ledit avenant est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2241-1 et suivants,

VU la convention de construction en date du 23 juin 1989 et ses avenants successifs conclus entre la Ville de Rouen et la Société Anonyme d'Economie Mixte Immobilière de Normandie (SEMINOR), pour la construction d'une Maison d'Accueil pour Personnes Agées Dépendantes (M.A.P.A.D.), La Pléiade, sis rue Jacques Fouray à Rouen,

VU le Bail à construction en date du 26 juin 1989 et ses avenants successifs conclus entre la Ville de Rouen et SEMINOR,

VU la Convention de location en date du 30 janvier 1991, conclue entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Arrêté du 3 janvier 2017 portant renouvellement d'autorisation de l'EHPAD, La Pléiade de Rouen, géré par la C.C.A.S., valant habilitation totale à recevoir les bénéficiaires de l'aide sociale,

VU la Délibération du Conseil d'Administration de SEMINOR en date du 17 octobre 2023 approuvant le transfert de la gestion de l'EHPAD La Pléiade au Centre Hospitalier du Bois-Petit (CHBP) de Sotteville-Lès-Rouen au 1er janvier 2024 et autorisant plus généralement SEMINOR à procéder à toutes les formalités requises pour mener à bonne fin ce dossier,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 23 février 2024 relative au transfert de gestion au centre hospitalier du BOIS PETIT,

VU le Projet d'avenant à la convention de location du 30 janvier 1991,

CONSIDÉRANT le transfert de gestion de l'EHPAD la Pléiade de Rouen, au Centre Hospitalier du Bois Petit (CHBP) de Sotteville-lès-Rouen au 31 mars 2024,

CONSIDÉRANT que le transfert de gestion implique de résilier la convention de location liant le C.C.A.S. à SEMINOR au 31 mars 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS :

- Décide la résiliation au 31 mars 2024 de la convention de location en date du 30 janvier 1991, conclue entre SEMINOR et le CCAS de Rouen
- Autorise Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente du CCAS à signer l'avenant à la convention de location mettant fin à la convention de location au 31 mars 2024

Ne prenant pas part au vote : 1 (Madame Amèle MANSOURI)



7. Demande de subvention à la MILDECA en faveur du projet « personnes âgées et pratiques addictives » porté par le CLIC et les résidences autonomie du C.C.A.S. de Rouen

Ce projet développé depuis 2022, par le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des Aînés de Rouen et le service des Résidences Autonomie du CCAS de Rouen en partenariat avec l'association « La Boussole » s'appuie sur les précédentes actions mises en place depuis 2017 par le CLIC et la Boussole dans le cadre de la prévention des pratiques addictives chez les personnes âgées. Ces actions avaient été interrompues en 2020 et 2021 en raison de la crise sanitaire.

Ce projet fait suite aux constats faits depuis 2016 dans le cadre du diagnostic territorial de la MAIA Rouen Rouvray sur les difficultés d'accès aux soins rencontrées par les personnes âgées souffrant de conduites addictives, et les besoins exprimés par les professionnels sur la nécessité d'acquérir des outils adaptés afin de

mieux appréhender ce public. Le Service des Aînés (SDA) a souhaité reconduire les actions précédemment initiées afin de s'inscrire dans une approche de prévention, de soins et de réduction des risques.

En 2023, plusieurs actions ont été mises en œuvre par le CLIC, les Résidences Autonomie et la Boussole afin de répondre à ces besoins :

- Mise en place d'actions collectives de prévention autour des compétences psychosociales en résidences autonomie ;
- Permanences du Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de drogue (CAARRUD) au sein de 2 résidences autonomie ;
- Formation et sensibilisation à l'accompagnement des personnes âgées rencontrant des conduites addictives en faveur des professionnels du domicile intervenant au sein des résidences autonomie, des Services d'Aide à Domicile et des Services de Soins Infirmiers à Domicile de la Ville ;
- Formation des travailleurs sociaux du CLIC, des résidences autonomie et du Service d'Action et d'Insertion Sociale du CCAS intervenant auprès de personnes âgées rencontrant des problématiques d'addiction à l'entretien motivationnel, méthode d'intervention permettant d'accompagner les publics fragiles souffrant d'addiction et de les positionner en tant qu'acteurs de leur projet de vie ;
- Mise en place d'un dispositif d'appui de la Boussole en faveur des professionnels du CLIC et des résidences autonomie par le biais d'une fiche de liaison afin d'apporter une expertise face à des problématiques complexes.

Afin d'inscrire cette démarche dans le temps, la Prévention et la Réduction Des Risques et des Dommages (RDRD) autour des pratiques addictives ont été ajoutées dans les projets d'établissement des résidences autonomie. La convention entre le Service des Aînés et la Boussole a également été renouvelée en avril 2023.

Parmi les constats faits suite à la mise en œuvre de ce projet, figure la nécessité de poursuivre le renforcement des compétences des professionnels du domicile et de l'accompagnement social autour des problématiques d'addiction et de développer le travail de coordination entre ces derniers et les professionnels de la Boussole, experts en addictologie.

La poursuite du projet s'inscrit dans les objectifs du Projet Régional de Santé 2018-2023 (parcours de santé et de vie prioritaire : personnes âgées en perte d'autonomie), du Schéma Départemental de l'Autonomie de Seine-Maritime dans ses axes 2 et 3, mais également dans les objectifs stratégiques 3 et 5 du Contrat Local de Santé de la ville de Rouen 2022-2025.

L'objectif général de l'action est de favoriser la prise en compte des pratiques addictives dans les accompagnements proposés aux personnes âgées, dans une démarche de prévention et de réduction des risques sur le territoire de Rouen.

Les résultats attendus sont :

- Le développement d'une culture commune chez les professionnels du secteur gériatrique ;
- L'apport ou le renforcement de la démarche de réduction des risques et des dommages ;
- Le renforcement des actions de prévention collectives autour des pratiques addictives

- Le développement des collaborations en matière d'accompagnement des consommations en résidence et à domicile ;
- Le renforcement des partenariats entre les acteurs de l'addictologie et les acteurs de la gérontologie.

Objectifs opérationnels :

- Organiser une séance de supervision à l'entretien motivationnel à destination des professionnels ayant participé à la formation initiale en 2022 et la formation de perfectionnement en 2023 ;
- Initier/renforcer la réflexion autour de l'accompagnement des pratiques addictives sur le territoire en proposant deux nouvelles sessions de sensibilisation à l'accompagnement des personnes âgées souffrant d'addictions ainsi qu'une session d'approfondissement ;
- Poursuivre le développement du partenariat avec la Boussole grâce à des interventions en résidence autonomie et à domicile et la participation de ce service aux commissions pluridisciplinaires des CLIC et aux commissions d'admission des résidences autonomie.

La déclinaison de ces objectifs nécessite un budget global de 5620 euros.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur l'opportunité de répondre à l'appel à projet de l'ARS et la MILDECA afin de solliciter une subvention de 5620€ permettant d'améliorer l'accompagnement des conduites addictives chez le sujet âgé et d'autoriser Madame La Vice-Présidente ou Monsieur le Président à signer la demande de subvention.

Ladite demande de subvention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R123-20B du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU les préconisations des dernières évaluations externes de la qualité du CLIC et des résidences autonomie visant à développer les actions de prévention des conduites addictives et de réduction des risques et des dommages chez le sujet âgé,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. gère le CLIC de Rouen ayant pour mission de favoriser l'autonomie des personnes âgées et de proposer des actions d'accompagnement et de prévention santé,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. gère les 4 résidences autonomie,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen à répondre à l'appel à projet de l'ARS et de la MILDECA afin de solliciter une subvention de 5620€ et à signer la demande de subvention.



8. Demande d'autorisation de consultation du dossier médical partage des patients dans le cadre des applications du Ségur du numérique

Le CCAS de Rouen gère un service de soins infirmiers à domicile qui contribue au maintien à domicile des personnes âgées dépendantes notamment en évitant l'hospitalisation ou en facilitant le retour à domicile à la suite d'une hospitalisation.

L'équipe spécialisée Alzheimer a pour mission d'évaluer au domicile les besoins et de proposer un programme de soins d'accompagnement et de réhabilitation grâce à 15 séances réalisées au domicile et qui concernent principalement les activités du quotidien.

La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a institué pour les établissements et services médico-sociaux une recherche permanente de la qualité des prestations délivrées.

Pour tendre vers cet objectif, elle rend obligatoire la mise en œuvre de différents outils ayant pour finalité de rendre l'usager acteur de sa prise en charge :

- Le projet d'établissement et le projet de service
- Le livret d'accueil
- La charte des droits et libertés de la personne accueillie
- Le règlement de fonctionnement
- Le contrat de séjour ou le document individuel de prise en charge (DIPC)
- Le conseil de la vie sociale ou les autres formes de participation (questionnaire de satisfaction)
- La personne qualifiée (médiateur nommé par arrêté du Préfet)

La loi d'adaptation au vieillissement rappelle ce principe.

Le SSIAD et l'ESA disposent de l'ensemble de ces outils.

Dans le cadre de l'application des outils du Ségur du numérique (financés par l'Etat), le logiciel patient du SSIAD –en lien avec la DSI- va se doter de nouvelles fonctionnalités telles que l'accès au Dossier Médical Partagé (DMP) des patients (avec échange de documents type compte-rendu médical, résultats biologiques de laboratoire), l'accès pour tous les infirmiers à une messagerie sécurisée via des cartes CPS (Carte de Professionnels de Santé).

Dans ce cadre, le SSIAD et l'ESA souhaitent ajouter au document existant « accord du patient pour la transmission d'informations » une demande de consentement du patient à l'accès à son DMP par le personnel du SSIAD.

Ledit document « accord du patient pour la transmission d'informations » est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU La Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 dite loi d'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Décret n°2003-1095 du 14 novembre 2003 relatif au règlement de fonctionnement institué par l'article L 311-7 du code de l'action sociale et des familles,

VU le Décret n°2004-1274 du 26 novembre 2004 relatif au contrat de séjour prévu par l'article L 311-4 du code de l'action sociale et des familles,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen gère un Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) et une équipe spécialisée Alzheimer (ESA),

CONSIDÉRANT que les nouvelles fonctionnalités vont s'ajouter au logiciel patient,

CONSIDÉRANT que le consentement du patient doit être recueilli pour accéder à son DMP,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, valide les modifications apportées au document : « accord du patient pour la transmission d'informations » dans le cadre de la réglementation du RGPD.

Madame Félicie RENON s'interroge sur l'autorisation de consultation du dossier médical. Madame Marie DESBORDES précise que seul le patient peut décider de donner accès au dossier partagé.



9. Convention tripartite d'objectifs 2024-2026 entre l'association Rouen seniors, la Ville de Rouen et son C.C.A.S.– Autorisation signature

Le CCAS de Rouen, la Ville de Rouen et Rouen Seniors collaborent depuis de nombreuses années au service des seniors rouennais et plus particulièrement depuis l'ouverture de la Maison des Aînés en septembre 2008 et l'implantation de Rouen Seniors dans les locaux de la Maison des Aînés. La convention 2020-2023 formalisant

les conditions de ce partenariat étant arrivée à terme, une nouvelle convention triennale est proposée pour la période 2024-2026.

Ce renouvellement de convention s'inscrit dans le cadre de la politique municipale en faveur des personnes âgées visant à :

- Garantir un accueil de qualité et répondre aux besoins des seniors et de leurs familles.
- Assurer l'information, l'orientation et l'accompagnement des seniors.
- Favoriser l'accès aux activités socio-culturelles à tous les seniors par la mise en place d'une politique volontariste en direction des plus précaires et/ou isolés.
- Coordonner et faire le lien avec les acteurs gérontologiques et sociaux dans les domaines des loisirs et de l'accompagnement social, afin de repérer les publics fragiles, isolés, en perte d'autonomie, d'accroître le croisement des publics dans différents quartiers de la Ville dans le cadre d'un projet global d'animation et de faciliter les parcours des seniors d'un dispositif à un autre, d'une structure à une autre en fonction des étapes de vie des seniors.

L'association Rouen Seniors participe pleinement à ces objectifs en proposant et organisant des activités, des sorties, des séjours culturels, sportifs et de loisirs en direction des seniors de Rouen et la Métropole avec une attention particulière aux plus isolés et précaires.

Il est proposé au Conseil d'Administration de renouveler la convention triennale pour la période 2024-2026 et d'autoriser Madame la Vice-Présidente à signer la convention d'objectifs triennale.

Cette convention précise les différentes aides apportées en matière financière, logistique, de communication, d'informatique, ainsi que la mise à disposition de locaux et de personnel.

Ladite convention est annexée à la présente délibération

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les Articles L.123-5, (L)123-6, (L)123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Projet de convention d'objectifs 2024-2026 avec l'association Rouen Séniors,

CONSIDÉRANT que le Service des Aînés s'appuie sur un large tissu partenarial associatif qui œuvre en faveur des aînés,

CONSIDÉRANT la nécessité de préciser les objectifs partagés dans le cadre du partenariat,

CONSIDÉRANT le renouvellement de la mise à disposition d'un agent,

CONSIDÉRANT la nécessité de préciser les engagements en matière de moyens informatiques, humains, logistiques, de communication et de locaux,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention d'objectifs 2024-2026 avec l'association Rouen Séniors,
- Précise qu'il sera refacturé à Rouen Séniors la mise à disposition de personnel et sera inscrit sur le compte 6419 « Remboursements sur rémunérations du personnel »,
- Précise ici que la mise à disposition des locaux fera l'objet de conventions spécifiques avec la Direction du Patrimoine Bâti et la Direction de la Culture, Jeunesse, Vie Associative et Internationale



10. Avenant au projet de service du CLIC des Aînés 2018-2023

Le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des aînés de Rouen a été créé en 2004. Il a pour objectif d'être un guichet unique d'accueil, d'information et d'orientation en faveur des rouennais de plus de 60 ans.

Porté par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Rouen et le Département de Seine-Maritime, le CLIC des aînés accompagne les personnes âgées, suite à l'analyse de leur situation, dans un projet de vie adapté à leurs souhaits et à leurs besoins tout en tenant compte des contraintes liées à la perte d'autonomie et à l'avancée en âge.

En parallèle, en lien avec les problématiques repérées sur le territoire et les priorités définies dans le cadre du Schéma Départemental de l'Autonomie, le CLIC des aînés met en place chaque année un programme de prévention à la perte d'autonomie afin d'anticiper les prémices du vieillissement et de favoriser le lien social.

Le CLIC des aînés assure également sur son territoire un rôle primordial de coordination et de mise en réseau des différents acteurs intervenant auprès des personnes âgées.

Le CLIC est un service social soumis au Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et à la loi n°2002-2 du 02 janvier 2002. L'article L.311-8 du CASF dispose que « pour chaque établissement ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet d'établissement ou de service, qui définit ses objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement. (...) Ce projet est établi pour une durée maximale de cinq ans après consultation du conseil de vie sociale, ou, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation. »

Le projet de service est un outil qui garantit les droits des usagers en ce sens qu'il définit des objectifs en matière de qualité des prestations et qu'il rend lisibles les modes d'organisation et de fonctionnement de la structure.

Le projet de service est un document de référence pour les équipes, les personnes accompagnées ainsi que leur entourage. Il doit être individualisé et tenir compte de la spécificité du public accueilli et du fonctionnement du service.

Le précédent projet de service a été établi pour le CLIC des aînés de Rouen sur la période 2018-2023. Ainsi, il convient d'en rédiger un nouveau pour la période 2024-2029.

Le Conseil d'Administration du CCAS du 20 décembre 2023 a validé la procédure de réflexion, de création et d'écriture d'un nouveau projet de service pour le CLIC des aînés de Rouen.

Au cours de l'année 2024, plusieurs évolutions amènent le service du CLIC à reporter la finalisation du nouveau projet de service.

D'une part, le CLIC est engagé depuis le 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2023 dans l'expérimentation initiée avec le Département dans le cadre des MDAA76. L'évaluation de cette phase du projet pourrait avoir un impact sur les objectifs du projet de service du CLIC.

D'autre part, Le service est également soumis à la réalisation de son évaluation externe avant le 31 décembre 2024. Les résultats de celle-ci seront susceptibles de nécessiter un réajustement de certains objectifs, pour répondre aux critères du référentiel de la Haute Autorité de Santé.

La procédure de réflexion et de création va être initiée au cours de l'année 2024, en articulation avec la préparation à l'évaluation externe. Le projet de service sera finalisé en 2025, en fonction des résultats de l'évaluation externe.

Il est proposé au Conseil d'Administration d'acter l'avenant au projet de service du CLIC des Aînés de Rouen présentant la prolongation de ce dernier jusqu'au 31 décembre 2025. En parallèle, le CLIC s'engage à initier la démarche de rédaction du nouveau projet de service au cours de l'année 2024

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L. 311-8,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 24 novembre 2023 relative au renouvellement des représentants du Conseil d'Administration,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 20 décembre 2023 relative au renouvellement du projet de service du CLIC des aînés pour la période 2024-2028,

CONSIDÉRANT, la nécessité, conformément à la réglementation des établissements et services médico-sociaux de rédiger un nouveau projet de service individualisé pour le CLIC des aînés de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- acte l'avenant de projet de service du CLIC des aînés de Rouen,



Monsieur le Président indique que Madame Elisabeth ALAZARD ne participe ni au débat ni au vote de la délibération suivante qui suit.

11. Convention tripartite d'objectif pluriannuelle entre l'association Solidarité Plateau, la Ville de Rouen et son C.C.A.S. pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026

La Ville de Rouen et son C.C.A.S. soutiennent l'association Solidarité Plateau dans la lutte contre la précarité et le soutien à l'inclusion des populations les plus vulnérables des Hauts de Rouen. En 2022, 218 familles ont bénéficié d'une distribution alimentaire hebdomadaire de l'association, ce qui en fait le site de distribution alimentaire, conventionnée avec la banque alimentaire, le plus important de la ville de Rouen. Au-delà des distributions, l'association favorise la création de lien social par la synergie bénéficiaires/bénévoles/usagers au sein de la structure et plus globalement dans la vie du quartier.

Cette convention tripartite entre l'association, la Ville de Rouen qui participe sous forme de subvention de fonctionnement et le CCAS de Rouen qui inscrit les bénéficiaires de la distribution alimentaire, arrivant à échéance, il est nécessaire de procéder à son renouvellement pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à délibérer sur l'opportunité de renouveler cette convention et d'autoriser Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention tripartite.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.DE ROUEN

VU les Articles L.123-5, (L)123-6, (L)123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date 30 avril 2021 relative au renouvellement de la convention d'objectifs pluriannuelle entre l'association solidarité plateau, la Ville de Rouen et le Centre Communal

VU le projet de convention d'objectifs 2024-2026 avec l'association Solidarité Plateau,

CONSIDÉRANT l'intérêt de mettre en place une convention tripartite afin d'encadrer les modalités de financement et de partenariat pour l'année 2024,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS :

- Autorise Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention tripartite prenant effet à sa date de signature avec tacite reconduction.

Ne prenant pas part au vote : 1 (Madame Élisabeth ALAZARD)



12. Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente

La lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020 précise les actions à conduire au sein de la structure. Depuis les séances du Conseil du vendredi 26 mars 2021 Madame la Vice-Présidente fait des retours des actions engagées en ce sens.

Lors de la séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du Vendredi 23 février 2024 Madame la Vice-Présidente présentera un nouveau point d'étape.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

Vu l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Famille,

Vu la lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020,

APRÈS NOTIFICATION DE MADAME LA VICE-PRÉSIDENTE,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte des actions engagées au sein du C.C.A.S. de Rouen

Lors de cette séance Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :

- Expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée – point d'avancement du projet
- Temps forts à venir : repas festifs dans les résidences autonomie, séminaires politique de la ville ...



L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 15h45.

Date du prochain Conseil : 22 mars 2024.

